

Aurélia Dusserre
Arnaud-Dominique Houte

Atlas de la France au xx^e siècle

1914-2002 : de la Grande Guerre à une nouvelle société



autrement

Atlas de la France au XX^e siècle

Auteurs

Aurélia Dusserre est maître de conférences en histoire contemporaine à l'université d'Aix-Marseille et membre de l'Institut de recherches et d'études sur les mondes arabes et musulmans (IREMAM). Elle travaille sur l'histoire politique et culturelle du Maghreb à la période coloniale.

Arnaud-Dominique Houte est maître de conférences HDR en histoire contemporaine à Sorbonne-Université. Membre du Centre d'Histoire du XIX^e siècle, il travaille sur les questions de sécurité dans la société française contemporaine.

Cartographe

Guillaume Balavoine, cartographe indépendant, a réalisé les cartes de cet atlas.

Maquette : Agence Twapimoa
Coordination éditoriale : Anne Lacambre
Lecture – correction : Carol Rouchès

ISBN : 978-2746-7-4683-1

© 2018, Éditions Autrement

87, quai Panhard et Levassor, 75647 Paris Cedex 13

www.autrement.com

Dépôt légal : juin 2018

Imprimé et relié en mai 2018 par l'imprimerie Pollina, France

Tous droits réservés. Aucun élément de cet ouvrage ne peut être reproduit, sous quelque forme que ce soit, sans l'autorisation expresse de l'éditeur et du propriétaire, les Éditions Autrement.

Atlas de la France au XX^e siècle

1914-2002 : de la Grande Guerre
à une nouvelle société

Aurélia Dusserre
Arnaud-Dominique Houte
Cartographe : Guillaume Balavoine

Atlas de la France au XX^e siècle



Introduction

- 6** De la Grande Guerre à une nouvelle société
- 9 Guerre et sortie de guerre 1914-1931**
- 10** La France à l'été 1914
- 12** La Première Guerre mondiale : les combats
- 14** La Première Guerre mondiale : une guerre totale
- 16** La Première Guerre mondiale : les ruines et le deuil
- 18** Politique et société d'après-guerre
- 20** Cultures modernes
- 22** La France en Europe : traités de paix et sécurité internationale
- 24** La France impériale
- 26** Cultures impériales

29 Les années douloureuses 1931-1945

- 30** La crise économique et sociale
- 32** La montée des tensions politiques
- 34** Expériences du Front populaire
- 36** Une « étrange défaite »
- 38** La France de Vichy
- 40** Répressions et persécutions
- 42** Résistances
- 44** La Libération
- 46** La guerre vue de l'Empire



49 Entre conflits et croissance 1945-1968

- 50** La Quatrième République
ou la république refondée
- 52** La France dans la guerre froide
- 54** La décolonisation
- 56** La guerre d'Algérie
- 58** La guerre en métropole
- 60** De Gaulle et la V^e République
- 62** Croissance et consommation
- 64** Les sixties
- 66** Mai-juin 1968

69 Les ruptures insidieuses de 1968 aux années 2000

- 70** La République après de Gaulle :
un temps de libéralisation
- 72** Les Années Mitterrand
- 74** Le temps des alternances
- 76** Une crise de la démocratie
- 78** Crise et désindustrialisation
- 80** Sécurité et société
- 82** Les Français et l'Europe
- 84** La France dans le monde
- 86** Une nouvelle société

Conclusion

- 88** Le temps du bilan ?

91 Annexes

- 92** Bibliographie
- 94** Pour aller plus loin

INTRODUCTION

De la Grande Guerre à une nouvelle société

LES ÉTAPES D'UN SIÈCLE

Pour la France comme pour l'Europe, le XX^e siècle commence dans la tourmente de l'été 1914. Au-delà des péripéties diplomatiques, politiques et militaires qui scandent le déclenchement des hostilités, c'est bien l'entrée rapide dans une véritable « guerre totale » qui scelle la fin d'un monde et la disparition d'une « Belle Époque », selon l'expression nostalgique qui se popularise un demi-siècle plus tard. Si la Troisième République se renforce à l'épreuve du conflit, sans remettre en question ses valeurs parlementaires et libérales, la société française sort profondément meurtrie et transformée d'une Grande Guerre qui bouleverse ses cadres de pensée.

À l'heure des grandes secousses et des progrès technologiques, tout irait désormais plus vite. La crise des années 1930, la Seconde Guerre mondiale, les conflits de la décolonisation et la guerre froide imposent leur rythme précipité, tissé d'inquiétudes et de drames dont la mémoire pèse lourdement et durablement sur l'imaginaire national. Tirillée entre des modèles politiques et idéologiques de plus en plus débattus, la société française traverse tant bien que mal des décennies douloureuses qui se prolongent dans les difficultés de la reconstruction.

Une nouvelle séquence s'ouvre cependant au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, et davantage encore dans les années 1960, quand s'achèvent les guerres et que se

stabilise le paysage politique. Elle est principalement marquée par l'accélération de la croissance économique, dont les conséquences socio-culturelles révolutionnent profondément un pays qui était encore imprégné des valeurs héritées du XIX^e siècle. Pour Jean-François Sirinelli, les années 1965-1985 sont les « Vingt Décisives », au cours desquelles se multiplient et s'accroissent les changements. Insistant sur « la fin des paysans » et sur le triomphe de la consommation, Henri Mendras y voit même une « seconde Révolution française ». Tandis que la couleur se substitue au noir et blanc sur les écrans de cinéma, les grands travaux de l'urbanisme moderne relèguent le Paris haussmannien dans un passé de plus en plus patrimonialisé. Ce n'est sans doute pas un hasard si les Français se passionnent pour leur histoire au cours des années 1970 : la prise de conscience de la brutalité des changements suscite, sinon un appétit de savoir, du moins un sentiment de nostalgie. Il est plus difficile de saisir la pente des dernières décennies du XX^e siècle, dont le sens se dérobe encore. La France vit désormais « à l'heure du monde », explique Ludivine Bantigny, qui interroge ainsi l'impact de la construction européenne et de la mondialisation sur un pays pétri de contradictions. Prospérité et inégalités, croissance et chômage, confiance et hantise du déclin, ouverture et repli, libéralisation et angoisse sécuritaire : voici quelques-uns des pôles autour desquels gravite désormais le débat politique et intellectuel.

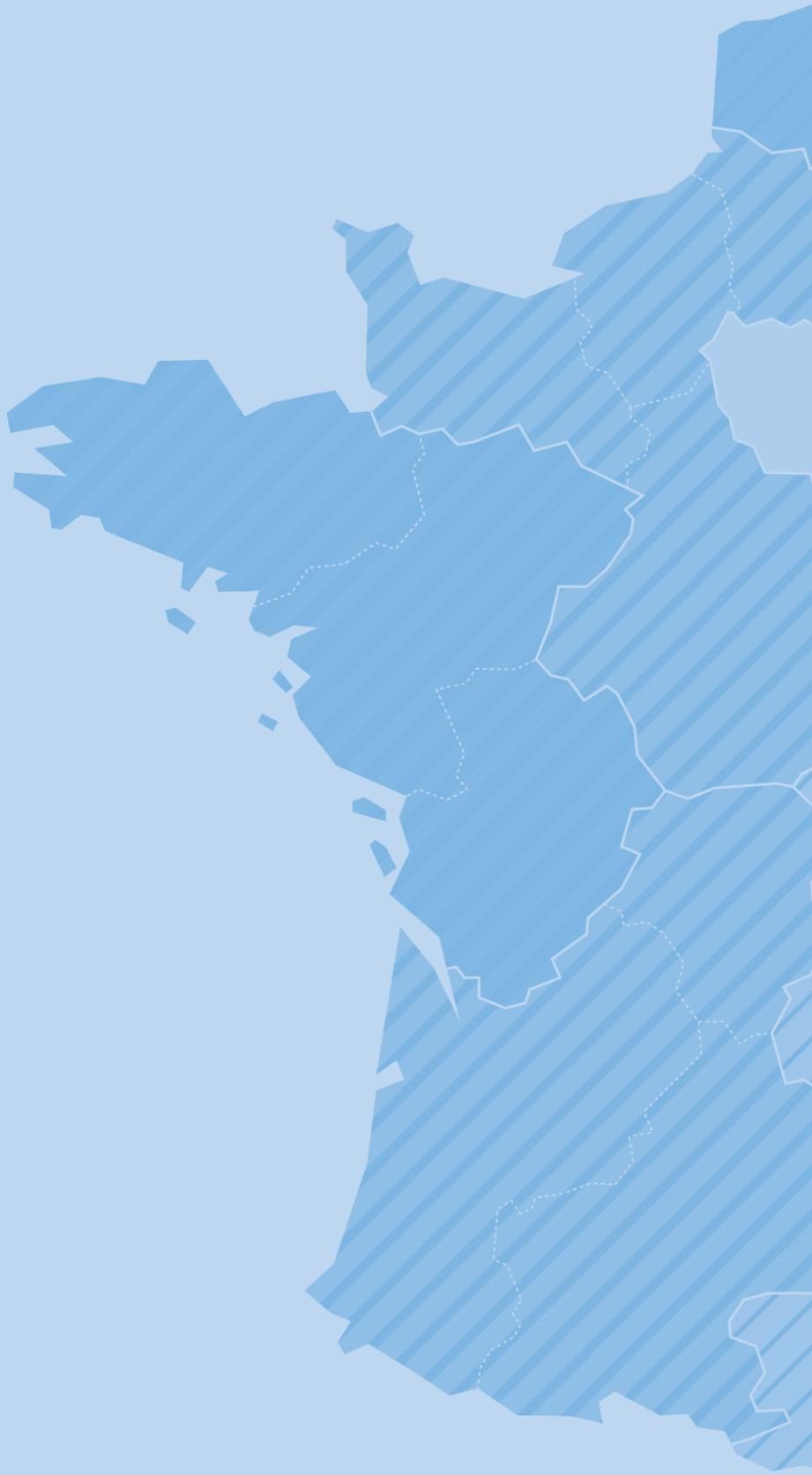
LA FRANCE DANS SES DIVERSITÉS

Pour aborder la longue durée du XX^e siècle, cet atlas fait le choix d'une approche globale qui embrasse d'un même mouvement le politique, le social et le culturel pour interroger les diverses dimensions de l'expérience historique. Observons la photographie de couverture : le cliché de Jean-Philippe Charbonnier représente un « départ en vacances à bord d'une Dauphine », en 1958, c'est-à-dire en plein cœur de la crise algérienne, au moment où se nouent la chute de la Quatrième République et le retour au pouvoir du général de Gaulle. Certes, rien de tout cela n'apparaît dans cette scène haute en couleur, où des femmes entassent leurs bagages sur une automobile emblématique de la modernité triomphante. Est-ce à dire que le photographe passe à côté de l'histoire ? Non, il en délivre une autre vision, qui place au premier plan les mutations sociales et culturelles — la société de consommation, les loisirs, l'émancipation féminine. Pour qui veut rendre compte du vécu des sociétés, cette « petite histoire » n'est pas moins importante que la « grande histoire » des événements politiques, militaires et diplomatiques : toutes deux trouvent leur place dans cet atlas, au sein duquel voisinent Raymond Poincaré et Joséphine Baker, la guerre d'Algérie et les yé-yé, le traité de Maastricht et la Coupe du monde 1998. Cette approche multidimensionnelle impose évidemment de varier les échelles, et c'est le second pari de cet atlas,

dans lequel nous avons voulu multiplier les formats cartographiques. Si l'on retrouve, bien sûr, le traditionnel « Hexagone » dont le modèle s'imprime profondément dans notre imaginaire géographique, l'histoire de France se comprend de plus en plus dans le cadre européen et mondial des planisphères. Et elle se vit encore toujours à l'échelle régionale et même locale, à laquelle nous avons voulu restituer toute sa valeur.

Davantage que les mutations politiques, les transformations sociales et culturelles se déclinent de manière très variable selon les régions, à plus forte raison quand on prend en considération — et il faut le faire — les territoires coloniaux et les espaces ultramarins.

Revenons à la photographie de couverture, regardons-la de plus près : stationnées dans un cadre forestier, ces jeunes femmes chargent un véhicule immatriculé dans la Seine (75), mais prennent manifestement le chemin d'un littoral, peut-être hors de France, qui sait ? Nous ne pouvons pas les suivre, mais nous espérons que cet atlas rendra compte des mobilités de cette société française de plus en plus complexe, dont nous avons voulu décrire et expliquer les profondes mutations.



Guerre et sortie de guerre

1914-1931

Les historiens ont coutume de faire naître le XX^e siècle à l'été 1914. Si l'entrée en guerre s'inscrit dans le prolongement des tensions passées, l'intensité inédite et la durée des combats marquent en effet une rupture évidente et vivement ressentie. Par l'effort qu'il exige de toute la société, ce conflit d'un nouveau type imprime une trace indélébile dont l'ombre s'étend sur les années 1920. Victorieuse, mais surtout endeuillée et inquiète, la République peine à trouver un nouvel élan et à s'adapter aux transformations engagées depuis l'aube du nouveau siècle. Le développement de l'immigration, les débats sur la condition féminine, l'émergence de la culture de masse révèlent les mutations d'une société dont le recensement de 1931 prouve qu'elle est désormais majoritairement urbaine.

Cette histoire se cartographie plus que jamais à toutes les échelles. La guerre et la modernisation creusent les inégalités régionales ; les tensions géopolitiques rendent plus sensible la dimension européenne ; la diffusion d'une culture impériale donne à voir l'image fantasmée d'une « plus grande France » dont l'Exposition coloniale de 1931 serait l'apothéose.

La France à l'été 1914

Le dimanche 28 juin 1914, Paris fête le lancement du douzième Tour de France cycliste, tandis que Sarajevo pleure l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand. L'Autriche-Hongrie dénonce aussitôt la responsabilité de la Serbie, qui aurait financé les terroristes : l'attentat met en branle l'engrenage des alliances et des impérialismes.

Dynamiques de guerre

Depuis le début du siècle, deux blocs se sont constitués. D'un côté, la Triple Entente, qui rassemble la France, le Royaume-Uni et la Russie ; de l'autre, la Triple Alliance, qui réunit l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Italie. Chacune de ces puissances défend ses propres intérêts : la France garde ainsi l'espoir de reprendre l'Alsace-Lorraine, annexée par l'Allemagne en 1871 ; elle veut défendre son empire colonial contre les prétentions allemandes et protéger les investissements financiers qu'elle a consentis en faveur de l'Empire russe.

La France redoute surtout le déséquilibre démographique qui se creuse en faveur du puissant voisin allemand, dont la force industrielle, technologique et navale croît régulièrement. Les rumeurs de guerre qui se répètent depuis la crise marocaine de 1905 la

décident ainsi à voter, en 1913, la « loi de trois ans », qui allonge de deux à trois ans la durée du service militaire et renforce les effectifs de l'armée.

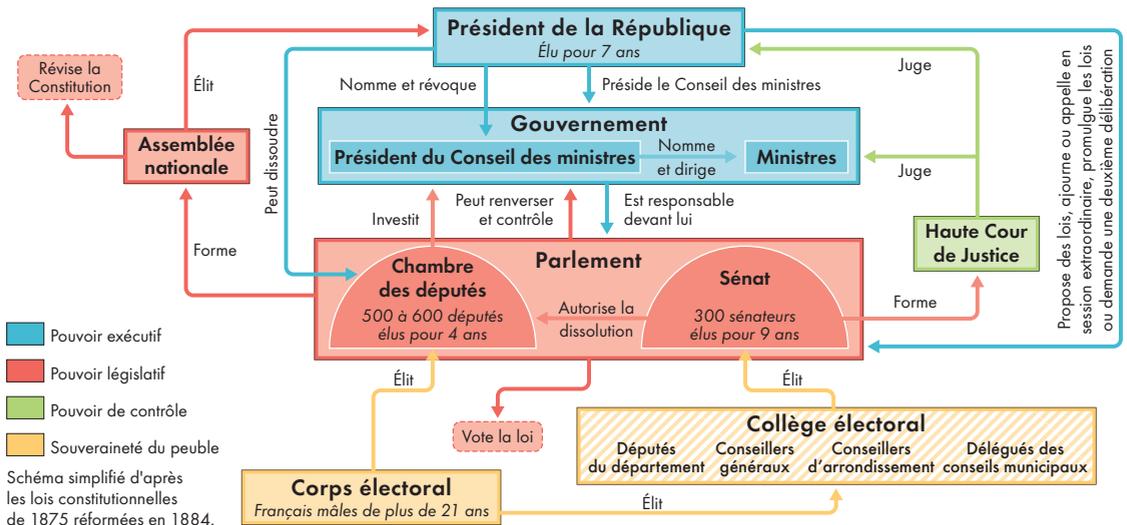
Cette réforme provoque une forte agitation politique et sociale et constitue l'un des enjeux des élections législatives du printemps 1914, remportées par la gauche : solidement implantés dans leurs bastions des villes industrielles et du Massif central, les socialistes dépassent, pour la première fois, la barre des cent députés, tandis que les radicaux conservent leur position dominante. Concentrée sur l'adoption de l'impôt sur le revenu, la nouvelle majorité renonce toutefois à abroger la loi de trois ans, que défend l'influent président de la République, Raymond Poincaré.

Le bel été 1914

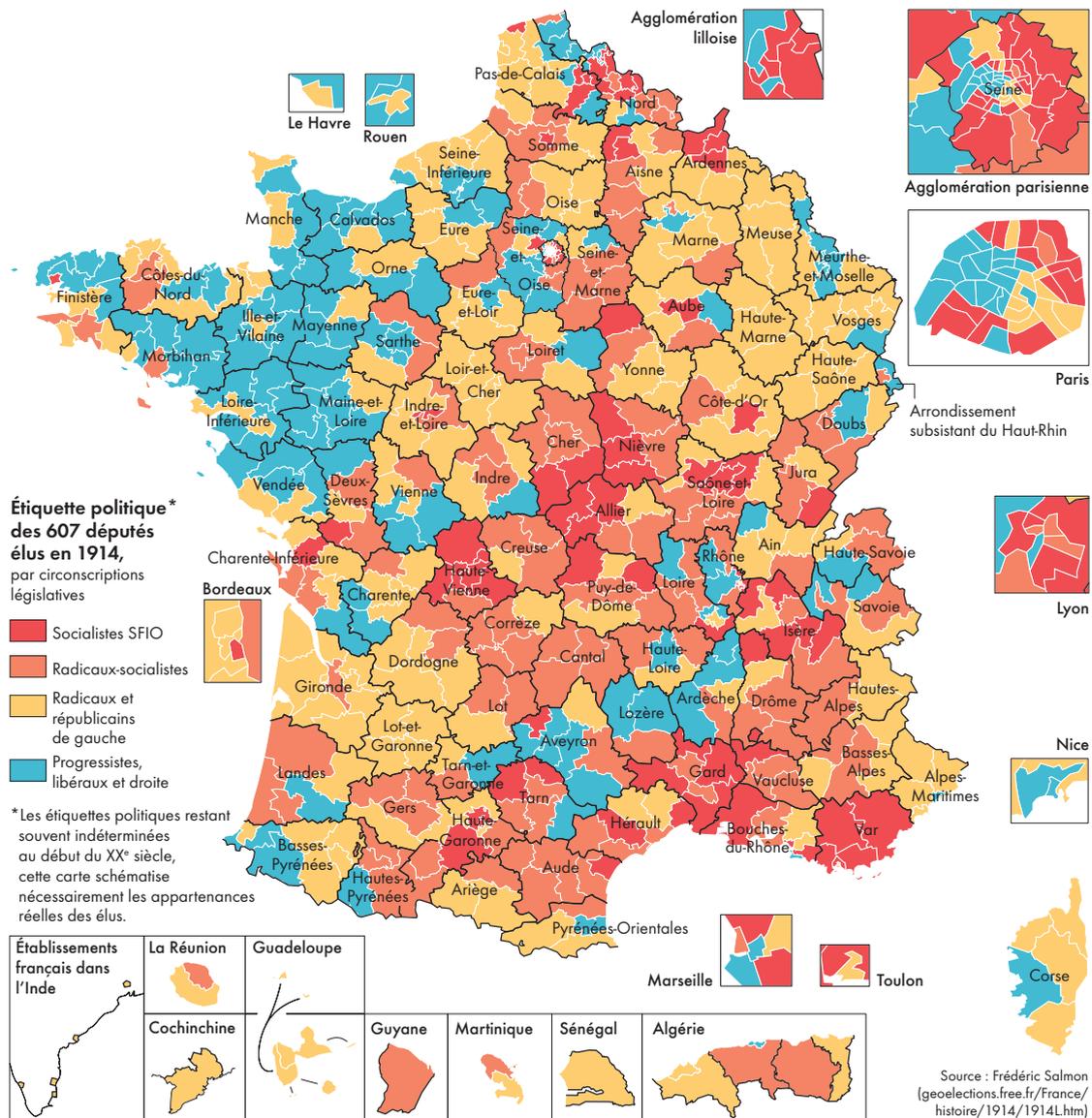
À feuilleter la presse de juillet 1914, on découvre la rassurante diversité des préoccupations médiatiques : sport, suffragettes, banditisme, etc. Et si l'on craint déjà « l'éventrement de Paris », la faute n'en revient qu'aux travaux de construction du métropolitain ! Du 20 au 28 juillet, la une est de toute façon confisquée par le récit du procès d'Henriette Caillaux, accusée d'avoir assassiné le directeur du *Figaro* pour venger l'honneur de son mari, Joseph, figure du parti radical et du camp de la paix.

Le pays suit cependant avec un intérêt croissant le voyage en Russie qu'entreprennent Raymond Poincaré et son président du Conseil, René Viviani. Programmé de longue date, ce séjour officiel conforte l'alliance franco-russe, mais tombe mal dans le contexte de montée des tensions.

ORGANIGRAMME DES INSTITUTIONS DE LA III^E RÉPUBLIQUE



LA FRANCE À L'ÉTÉ 1914 : CARTE ÉLECTORALE



Au retour du couple exécutif, le 29 juillet, *Le Matin* veut encore croire que « la guerre européenne peut être évitée », en dépit des premiers bombardements sur Belgrade. Il est vrai que la répétition des crises internationales a renforcé les outils de concertation diplomatique, mais les dirigeants européens peinent à s'en saisir et s'enfoncent rapidement dans l'impasse. « De grâce, qu'on garde partout la lucidité de l'esprit et la fermeté de la raison », plaide le chef de file socialiste, Jean Jaurès, le 31 juillet, quelques heures avant de succomber à son tour aux coups de feu d'un assassin excité par les discours de haine des nationalistes.

L'union sacrée

Le matin du 1^{er} août, l'annonce de l'assassinat de Jaurès coïncide avec la proclamation de la mobilisation générale, nouvelle étape dans l'engrenage. « C'est le glas de nos gars qui sonne », entend-on alors dans les campagnes. Car l'image des soldats partant reprendre l'Alsace-Lorraine, « la fleur au fusil », n'est qu'un mythe, né des scènes d'effervescence de la gare de l'Est, mais bien peu révélatrices des réalités du pays. À l'heure du départ pour une guerre dont chacun pressent la violence mais dont personne n'imagine la durée, ce sont bien la résignation et la résolution qui dominent.

Fruit de plusieurs décennies d'acculturation républicaine et patriotique, le consensus civique transcende les clivages politiques et sociaux. L'heure est à « l'union sacrée », plaide Poincaré, qui appelle à une « trêve des partis ». Signe de détente, le gouvernement renonce à appliquer le « carnet B » qui prévoyait l'arrestation préventive des meneurs antimilitaristes. De leur côté, les socialistes enterrent Jaurès et le rêve internationaliste pour s'engager contre le « militarisme prussien » (et non contre le peuple allemand, précisent-ils cependant).

La Première Guerre mondiale : les combats

Près de quatre millions de Français sont mobilisés en août 1914. Malgré l'ampleur gigantesque et meurtrière des premiers combats, la guerre s'enlise dans les tranchées et s'éternise, plus de quatre ans, ponctuée par de grandes offensives et de lourdes batailles. Au total, ce sont 8 410 000 hommes (parmi lesquels près de 500 000 coloniaux) qui participent au conflit.

L'enlèvement

Prouesse logistique sans précédent, la mobilisation des troupes françaises est pensée en fonction du plan XVII, qui prévoit une rapide offensive. Mais la « bataille des frontières » tourne au désastre : avec 27 000 morts, le 22 août 1914 est la journée la plus meurtrière de l'histoire de France ! Aussi les forces allemandes avancent-elles vite jusqu'aux portes de la capitale, à tel point que le gouvernement se réfugie à Bordeaux. Après un repli efficace, le « miracle de la Marne » retourne cependant la situation (septembre 1914). Commence alors la « course à la mer » : les deux armées cherchent à se contourner, en vain. À l'approche de l'hiver, le front se fige,

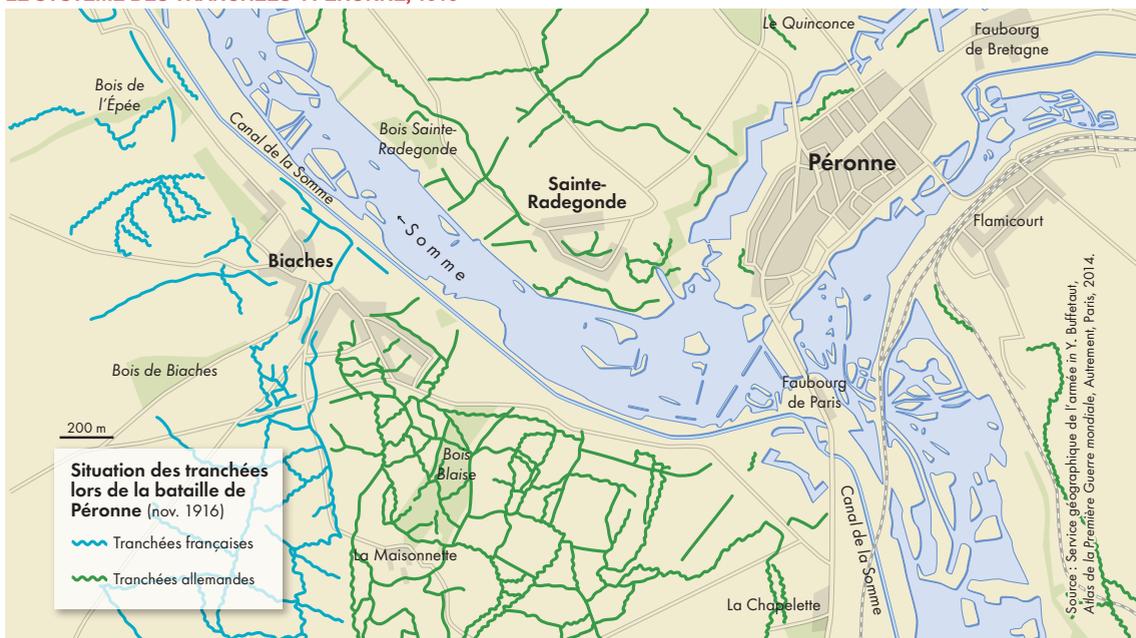
de la mer du Nord à la frontière suisse. Quelle stratégie adopter ? « Je les grignote », explique le général Joffre, qui privilégie de petites attaques aussi meurtrières qu'inefficaces. Les Français et les Britanniques tentent de déplacer le théâtre des combats vers l'Empire ottoman afin de couper le ravitaillement des Empires centraux, mais la campagne des Dardanelles (1915-1916) se solde par un échec. Précédées par de spectaculaires préparations d'artillerie, les offensives engagées en Artois, en Champagne (1915), dans la Somme (1916) ou sur le Chemin des Dames (1917) ne permettent pas davantage de percer le front ennemi. À Verdun, en 1916, ce sont les Allemands qui lancent une

attaque massive à laquelle s'opposent une résistance héroïque et une logistique efficace.

La guerre des tranchées

Depuis la fin de l'automne 1914, les armées s'enterrent dans des tranchées plus ou moins profondes, reliées les unes aux autres par d'étroits boyaux par lesquels circulent les soldats et la « popote ». Dans l'attente de la relève, les soldats (sur)vivent à proximité du feu ennemi, sous la menace permanente des tirs, des bombardements, voire des gaz, employés à partir de 1915, et qui terrorisent tout particulièrement les combattants. Ils doivent également résister aux intempéries, au froid, à la crasse, ce dont témoignent

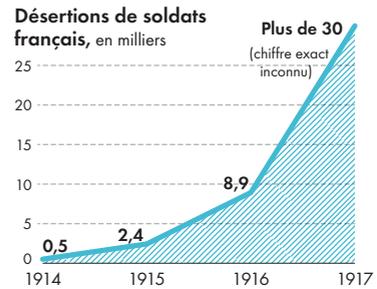
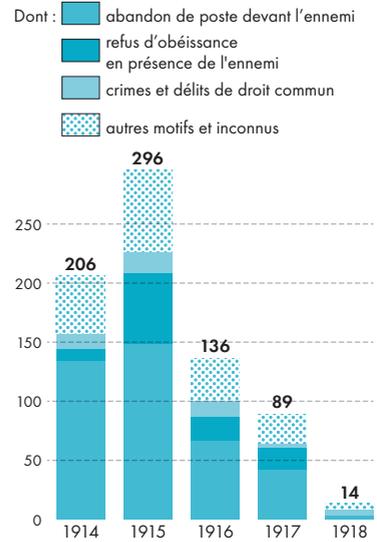
LE SYSTÈME DES TRANCHÉES : PÉRONNE, 1916



LE FRONT, VUE D'ENSEMBLE



FAIRE RÉGNER LA DISCIPLINE



Sources : A. Bach, *Rapport pour la mission du Bicentenaire*, 2013 et Y. Buffetaut, *Atlas de la Première Guerre mondiale*, Autrement, Paris, 2014.

les lettres qu'ils adressent à leurs proches, précieux trait d'union entre le front et l'arrière et formidable source pour les historiens — même s'il ne faut pas oublier que l'expression des soldats est contrainte par la censure, limitée, et surtout par l'autocensure, difficile à mesurer.

Pourquoi les soldats ont-ils tenu ? Certains historiens invoquent la force d'une conviction patriotique dont la ferveur nous serait aujourd'hui devenue incompréhensible, mais dont témoignent les expressions de haine envers le « Boche ». D'autres soulignent le poids des contraintes (surveillance disciplinaire, pression sociale, responsabilités familiales) qui déterminent l'obéissance du poilu. Sans doute faut-il aussi prendre en compte les petits arrangements qui rendent la guerre supportable : par exemple la pratique de « l'embusquage », qui permet d'espérer des affectations plus favorables, éloignées des combats, ou le « *live and let live system* », par lequel les tranchées adverses acceptent tacitement de cesser le feu. Attestées notamment lors du jour de Noël 1914, les

fraternisations restent cependant exceptionnelles et réprimées.

Accélération (1917-1918)

Lancée à la sortie du troisième hiver de guerre, l'offensive française du Chemin des Dames suscitait des espoirs qui s'évanouissent sous le feu allemand. À défaut de victoire, peut-on du moins rêver à la « paix blanche » ? C'est dans ce contexte de réouverture des possibles que s'engage un mouvement social global, qui commence dans les usines de l'arrière avant d'atteindre le front, où se développent, en mai-juin 1917, des mutineries qui impliquent jusqu'à 90 000 soldats. Cette colère spontanée ne se réduit pas à la simple grogne de militaires épuisés : ceux-ci protestent aussi contre la guerre, en tant que telle. Ce mouvement s'achève par une forte répression, même si les exécutions restent beaucoup moins nombreuses qu'au début de la guerre, lorsque sévissait une discipline de fer : les officiers ont dû apprendre à négocier leur autorité et à assouplir quelque peu leur pratique de commandement face à des soldats qui n'ont pas tout à fait oublié

leurs droits de citoyens.

« J'attends les chars et les Américains », aurait dit Pétain. À l'heure où le blocus maritime affame les civils allemands, le temps joue en faveur des alliés désormais rejoints par les États-Unis. Rappelé aux affaires en novembre 1917, Georges Clemenceau affirme en tout cas une ligne claire (« la guerre, rien que la guerre ! ») et une autorité jalouse : l'exécutif renforce ses prérogatives, les pacifistes sont réprimés.

Au printemps 1918, l'Allemagne jette ses dernières forces dans une avancée spectaculaire et difficilement freinée : Paris est à nouveau sous la menace d'une invasion. Mais l'été sonne l'heure de la contre-offensive : épuisée, l'armée allemande recule et se disloque. La guerre touche à sa fin : signé à Rethondes, l'armistice prend effet le 11 novembre 1918, à 11 h.

La Première Guerre mondiale : une guerre totale

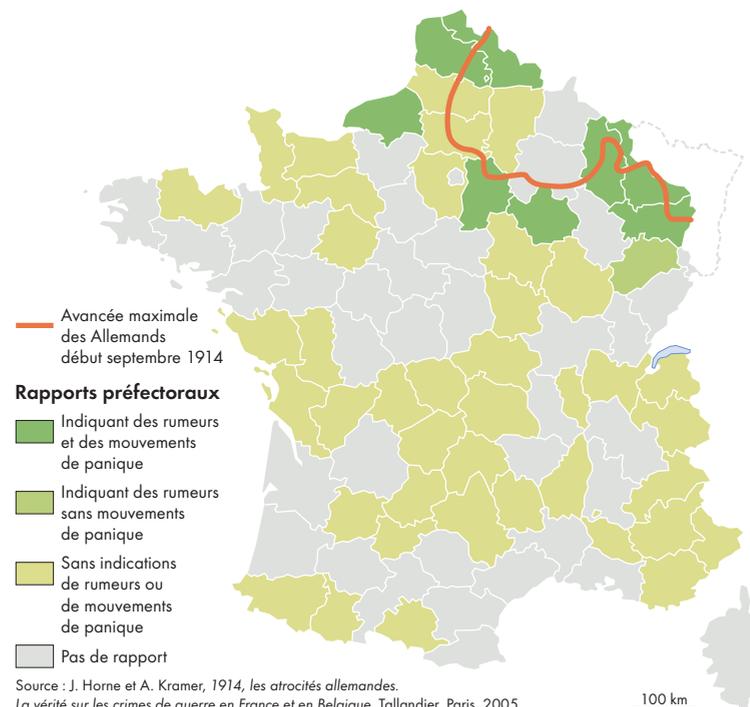
« Des femmes se crèvent dans les usines. Un peuple d'ouvriers trime à outrance au fond des mines. La merveilleuse activité humaine est prise à tribut [...] : sur toute la surface de la terre, on ne travaille que pour moi. » Ces propos du soldat Blaise Cendrars témoignent à leur manière de l'extension inédite d'une guerre désormais totale, qui n'épargne aucune catégorie de la société.

Les civils au contact de la guerre

En août 1914, l'Allemagne envahit la Belgique et le nord-est de la France. Cette marche forcée s'accompagne de violences qui n'épargnent pas les populations civiles. Redoutant par-dessus tout la résistance des francs-tireurs, les soldats allemands n'hésitent pas à prendre des otages, dont certains sont exécutés. À quoi s'ajoutent des exactions (incendies, pillages, viols) et des destructions qui confinent au vandalisme (à l'image du bombardement de la cathédrale de Reims). S'impose ainsi le thème des « atrocités allemandes », dont on cherche à réunir les preuves pour fonder la thèse de la culpabilité allemande. Les récits de la « barbarie germanique » nourrissent une culture de guerre imprégnée d'un quasi-esprit de croisade et d'une profonde haine de l'ennemi.

L'avance allemande suscite des mouvements de panique et des rumeurs d'autant plus tenaces que la presse reste optimiste et trompeuse : ce n'est qu'à la toute fin du mois d'août que les journaux reconnaissent l'ampleur de la percée ennemie. Il est vrai que l'afflux des réfugiés incarne déjà la réalité de l'invasion. Venus de Belgique et du nord-est de la France, ceux-ci se répartissent tant bien que mal sur l'ensemble du territoire, tandis que la station balnéaire du Havre, Sainte-Adresse, devient la nouvelle capitale de la Belgique en guerre. Si les sinistres de guerre inspirent la compassion, leur présence devient parfois encombrante, à tel point que certains en viennent à les surnommer « les Boches du Nord »...

RUMEURS ET PANIQUES DE L'ÉTÉ 1914



Du moins les réfugiés échappent-ils à l'occupation ennemie qui afflige les territoires restés derrière la ligne de front. Une dizaine de départements, deux millions d'habitants, vivent le passage à l'heure allemande – l'horloge se calant sur le fuseau de Berlin. La présence de l'occupant se fait de plus en plus oppressante avec le temps : si la Croix-Rouge réussit à organiser l'évacuation des plus fragiles, la majorité souffre des restrictions alimentaires – 1 400 calories quotidiennes à Lille en 1917 – quand elle n'est pas soumise au travail forcé.

Une société mobilisée

À l'arrière du front, la situation est bien moins tragique : à la différence de l'Allemagne, la société française ne connaît que des restrictions limitées ; ce n'est qu'en 1917 que se mettent en place des procédures de rationnement. Lors de leurs permissions, les « poilus » s'étonnent d'ailleurs de découvrir des villes dont la vie quotidienne ne semble guère affectée par la Grande Guerre. Les bombardements n'en menacent pas moins Paris, de plus en plus souvent frappée au printemps 1918, tandis que les administrations et l'activité économique sont fortement éprouvées par le conflit.

Privée de bras par la mobilisation, l'agriculture s'adapte tant bien que mal : les jeunes, les vieillards et surtout les femmes remplacent les hommes — même si ceux-ci restent informés des grandes décisions, grâce au flux massif des courriers, qui maintiennent un lien essentiel entre le front et l'arrière. Les services publics, l'école et les transports notamment, fonctionnent de la même manière, grâce au renfort de personnels auxiliaires.

À mesure que la guerre exige davantage d'obus et de canons, l'industrie se reconvertit. Les usines d'armement tournent à plein régime en employant des « affectés spéciaux », soldats détachés du front, des travailleurs immigrés et coloniaux et des femmes — 100 000 « munitionnettes » pour la seule région parisienne. C'est ainsi que Renault réoriente son activité pour fabriquer des millions d'obus ; l'entreprise triple ses effectifs et passe de 4 à 30 % d'ouvrières. En dépit des réticences des salariés, l'urgence de la guerre et les nécessités de la production facilitent l'introduction de nouvelles formes d'organisation inspirées du taylorisme. Ces transformations se font en grande partie sous la tutelle de l'État : en poste d'octobre 1915 à novembre

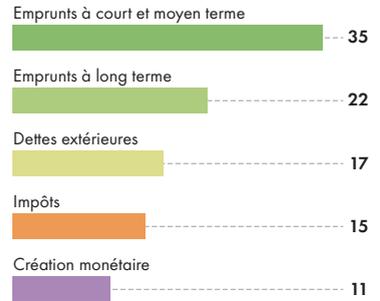
1919, le puissant ministre de l'Industrie, Étienne Clémentel, imprime sa marque interventionniste sur l'économie de guerre, tout comme le socialiste Albert Thomas, ministre de l'Armement.

Pour financer cette reconversion, qui a pu faire la fortune de « profiteurs de guerre », l'État dispose de plusieurs leviers. Adopté en juillet 1914, l'impôt sur le revenu monte en puissance, tandis que la création monétaire provoque de l'inflation — la « vie chère » inquiète d'ailleurs beaucoup les ménagères et suscite des mouvements de colère. Mais le coût de la guerre est bien davantage supporté par l'endettement — surtout auprès des États-Unis — et, plus encore, par les emprunts successifs, qui permettent de mobiliser l'épargne nationale à grand renfort de publicité (« donnez votre or pour la patrie »).

« Pourvu qu'ils tiennent ? Qui ça ? L'arrière »

Publié dès 1915, un célèbre dessin satirique de Forain représente deux soldats pensifs : « Pourvu qu'ils tiennent », dit l'un. « Qui ça ? », rétorque le second. « L'arrière ». Dès le début de la guerre, chacun comprend en effet que l'armée ne peut résister

LE FINANCEMENT DES DÉPENSES DE GUERRE



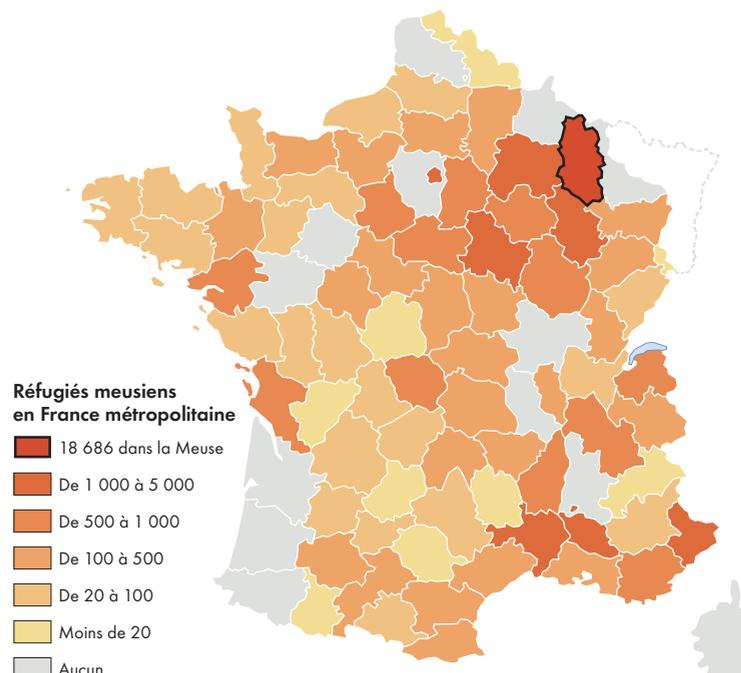
Source : F. Braudel et E. Labrousse, *Histoire économique et sociale de la France*, Paris, PUF, 1970.

aux assauts ennemis qu'avec le soutien de plus en plus actif des populations civiles. Au-delà de la mobilisation financière et industrielle, au-delà de la production agricole et du ravitaillement, c'est la question du moral qui est décisive.

La propagande de guerre utilise par conséquent tous les vecteurs d'une société médiatique : les journaux, les affiches, les livres, l'école surtout, où l'on sensibilise les enfants à la cause patriotique, dès le plus jeune âge. Il est difficile d'en mesurer l'impact, et il faut rappeler que les excès parfois caricaturaux du « bourrage de crâne » sont précocement dénoncés, de même que la censure, fortement contestée. En rebaptisant *L'Homme enchaîné* son journal *L'Homme libre*, Clemenceau témoigne ainsi de son attachement à la liberté de la presse.

Bien que les élections soient suspendues, la France reste incontestablement une démocratie : le Parlement garde un rôle important, surtout à l'échelle des commissions devant lesquelles se discutent des questions sensibles, et l'armée reste soumise au contrôle plus ou moins étroit du pouvoir politique. Le débat politique existe et les désaccords s'expriment, surtout après 1917 et la fin de l'Union sacrée. Attribés par la cherté de la vie, les mouvements sociaux se développent également, notamment au printemps 1917. Nommé à la tête du gouvernement en octobre 1917, Clemenceau adopte des méthodes plus autoritaires, sans remettre en cause les fondements du régime républicain.

LES RÉFUGIÉS DE LA MEUSE (1916)



La Première Guerre mondiale : les ruines et le deuil

« La vie va reprendre son cours heureux. Les souvenirs atroces qui nous tourmentent encore s'apaiseront, on oubliera, et le temps viendra peut-être où, confondant la guerre et notre jeunesse passée, nous aurons un soupir de regret en pensant à ces années-là. » Publiées en 1919, les pages finales des *Croix de bois* de Roland Dorgelès annoncent moins l'avènement d'une nouvelle ère qu'elles ne disent la difficulté à oublier et à panser les plaies.

Les ruines

La guerre a ravagé une large bande du territoire français. Si les réfugiés cherchent très vite à retrouver et à rebâtir leurs logements, ils le font dans des conditions précaires et dans l'attente des indemnisations, calculées au terme d'arbitrages complexes – et forcément décevants pour ceux qui espéraient davantage de reconnaissance. Plusieurs dizaines de villages sont définitivement abandonnés ; certains sont même déclarés « morts pour la France ». Interdite de construction et de labour, en raison des mines et des obus qu'il faut péniblement extraire, la « zone rouge » couvre près de 120 000 hectares dont une part est laissée à la forêt.

Les usines, les ponts, les chemins de fer, les mines (en grande partie noyées par l'occupant) font l'objet de grands programmes de remise en état qui mobilisent des prisonniers de guerre et surtout des travailleurs immigrés. La production repart rapidement : le Pas-de-Calais fournit plus de dix millions de tonnes de charbon dès 1921, contre à peine un demi-million deux ans plus tôt.

Les villes sont plus longues à reconstruire. Certaines font le choix d'une reconstitution à l'identique du centre historique, parfois trop endommagé pour être restauré : quinze ans de travaux sont ainsi nécessaires à Arras. D'autres communes, comme Saint-Quentin ou Soissons, décident d'adopter de nouvelles formes architecturales, inspirées de l'Art déco.

Les morts et les disparus

Dès l'été 1919, le député Louis Marin entreprend le calcul du nombre de victimes françaises de la guerre. Affiné l'année suivante, son rapport dénombre 1,4 million de morts. Abstrait par son ampleur, ce chiffre a quelque chose de sidérant : parmi les jeunes adultes de 1914, un sur quatre a été tué ! Plus de 16 % des hommes mobilisés ont succombé. La mort n'épargne aucune catégorie, mais elle emporte plus souvent les sous-officiers qui se recrutent chez les hommes instruits (instituteurs, étudiants) ; elle semble frapper davantage les paysans que les ouvriers, qui ont parfois pu être mobilisés dans leur usine. Cette inégalité se retrouve dans la carte des victimes, en dépit de la complexité des décomptes, source de débats toujours vifs. On estime souvent que les régions les plus rurales

enregistrent une surmortalité qui nourrit, en Bretagne par exemple, un sentiment d'injustice.

N'oublions pas les quatre millions de blessés, dont beaucoup restent invalides et incarnent pour longtemps les horreurs de la guerre, à l'image des 300 000 amputés et des 15 000 « gueules cassées ». Les soins des mutilés, la prise en charge des orphelins, « pupilles de la nation », les secours accordés aux veuves, l'attribution des pensions d'anciens combattants, constituent autant de nouvelles urgences qui obligent l'État à démultiplier ses champs d'intervention : les revendications d'après-guerre sont, de ce point de vue, un laboratoire des futures politiques sociales, sinon l'embryon d'un véritable Welfare State.

Citons encore le cas particulier des disparus — environ 300 000 soldats dont

CARTE DES ZONES DÉTRUITES



les dépouilles ne sont pas identifiables. Les proches s'accrochent parfois à l'espoir d'improbables retrouvailles, comme le suggère l'affaire du « Soldat Inconnu Vivant », surnom donné à l'amnésique Anthelme Mangin, que se disputent plusieurs familles au long d'une éprouvante procédure judiciaire.

Mémoires de la guerre

Le deuil laisse son empreinte sur les festivités de la victoire. À la demande des associations d'anciens combattants, ce sont les mutilés de guerre qui précèdent symboliquement le cortège des troupes et des généraux, le 14 juillet 1919. Un an plus tard, le deuxième anniversaire de l'armistice offre l'occasion d'une grande célébration nationale teintée d'émotion patriotique et républicaine : tandis que le cœur de Léon Gambetta est transféré au Panthéon, la dépouille du Soldat inconnu parcourt solennellement l'espace public parisien avant d'être inhumée sous l'Arc de triomphe.

Les cérémonies commémoratives se multiplient au début des années 1920, notamment à l'arrivée des convois de cercueils rapatriés : les familles ont en effet obtenu de « démobiliser les morts » pour les enterrer à leur convenance. Jusque dans les moindres villages, on inaugure des monuments aux morts plus ou moins coûteux sur lesquels sont gravés les noms des « morts pour la France ». Érigées à proximité de l'église ou de la mairie, plus rarement dans les cimetières, ces stèles deviennent un nouvel espace symbolique.

Les associations d'anciens combattants jouent un rôle décisif dans cette nouvelle politique de la mémoire. À l'image de l'Union fédérale (UF) ou de l'Union nationale des combattants (UNC), les plus puissantes constituent des groupes de pression écoutés, attentifs au respect du deuil et soucieux de défendre les intérêts des survivants. Très présentes sur l'ensemble du territoire, elles forment une trame associative dense qui entretient la vitalité démocratique à l'échelle locale.

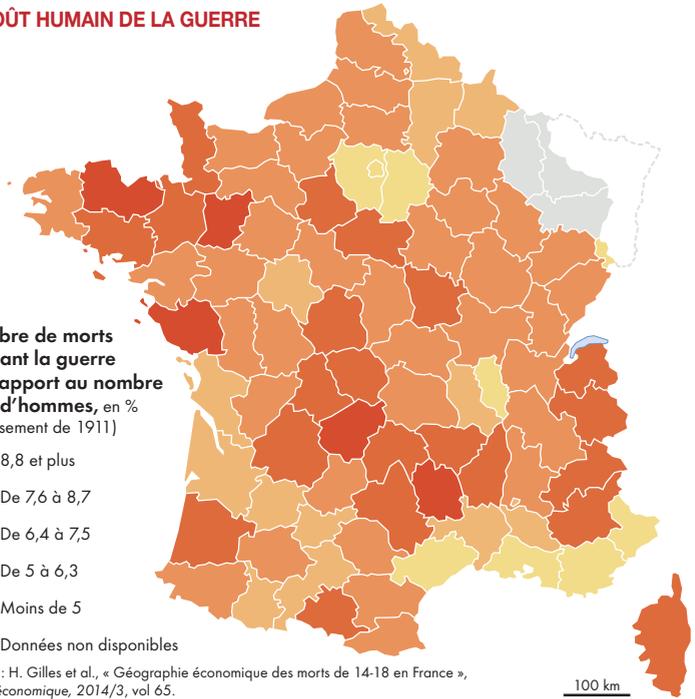
Il est plus malaisé d'accéder aux pratiques privées du deuil et aux conséquences intimes de la guerre. « Trois cent mille morts, cela fait combien de larmes ? », note Roland Dorgèlès, à propos du Chemin des Dames. La

LE COÛT HUMAIN DE LA GUERRE

Nombre de morts pendant la guerre par rapport au nombre total d'hommes, en % (recensement de 1911)

- 8,8 et plus
- De 7,6 à 8,7
- De 6,4 à 7,5
- De 5 à 6,3
- Moins de 5
- Données non disponibles

Source : H. Gilles et al., « Géographie économique des morts de 14-18 en France », *Revue économique*, 2014/3, vol 65.



CÉRÉMONIES DU 11 NOVEMBRE 1920 À PARIS



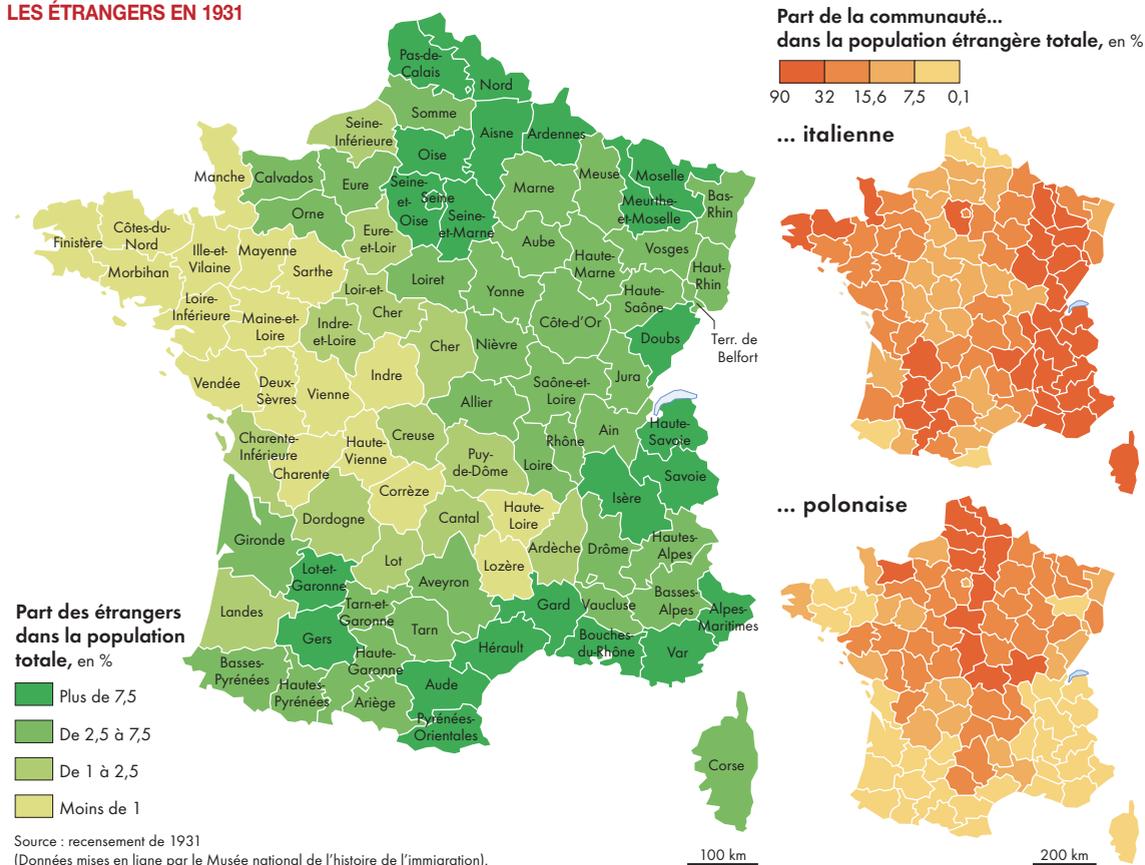
vie reprend cependant ses droits, les familles se recomposent, les veuves se remarient, les orphelins grandissent. Et les anciens soldats se réunissent tant bien que mal, avant tout désireux de retrouver la vie d'avant.

« Dis-moi, qu'as-tu appris à la guerre ? », s'interroge ainsi le philosophe Alain. « À aimer les chaussures larges et les cols mous », tranche-t-il, tant l'expérience des combats semble nourrir l'espoir d'une existence désormais paisible.

Politique et société d'après-guerre

Peut-on revenir à la normale après une guerre d'une telle ampleur ? Les Français aimeraient le croire, mais n'y parviennent pas tout à fait. Confrontée aux frustrations de l'après-guerre, la République victorieuse et mieux installée que jamais peine à accompagner les mutations d'une société qui change rapidement : les transformations engagées depuis la fin du XIX^e siècle s'accroissent en effet considérablement.

LES ÉTRANGERS EN 1931



Une République quinquagénaire

Longtemps contestée, la Troisième République peut fêter paisiblement, en 1920, le demi-siècle de sa proclamation. Les tensions qui l'opposaient à l'Église s'apaisent, comme le prouve, en 1921, le rétablissement des relations diplomatiques avec le Saint-Siège. Ce « second ralliement » des catholiques achoppe, en 1924, sur la politique de laïcité relancée par le Cartel des

gauches et combattue par la Fédération nationale catholique du général de Castelnau, mais ce bref réveil des hostilités s'achève, l'année suivante, sur un compromis durable dont témoigne le maintien du Concordat en Alsace-Moselle. La question religieuse cesse d'être un ferment de division.

Consolidée et consensuelle, la Troisième République peine cependant à trouver un nouveau souffle. À l'heure où la plupart des démocraties

reconnaissent le droit de vote des femmes, la France reste à la traîne : si la Chambre des députés se prononce en faveur d'une telle réforme, en 1919, puis à nouveau en 1925 et en 1936, le Sénat fait à chaque fois barrage. Par misogynie, par crainte du changement ou par calcul (notamment par peur d'une influence cléricale sur le vote féminin), la classe politique ignore les revendications de plus en plus fortes des « suffragettes ».

■ Marc BLOCH, *L'Étrange défaite*.

Témoignage écrit en 1940,

Folio, 1990.

→ À la fois analyse historique et témoignage personnel, les souvenirs d'un immense historien et grand résistant.

■ Joseph JOFFO, *Un sac de billes*, Paris, Lattès, 1973.

→ Le célèbre témoignage d'un enfant juif qui réussit, avec son frère, à échapper aux arrestations. Le livre a été prolongé par une suite, moins connue mais non moins intéressante : *Baby-Foot* (1977) évoque l'immédiat après-guerre d'un adolescent débrouillard.

■ Jean MOULIN, *Premier combat*, éditions de Minuit, 1940.

→ Ce bref récit est le témoignage du préfet d'Eure-et-Loir, futur héros de la Résistance. Il y relate le désastre de l'été 1940 et ses premières tentatives pour résister au nouvel ordre.

■ Lucien REBATET, *Les décombres*, 1942.

→ Récemment réédité, ce pamphlet fut le best-seller de l'année 1942. La lecture en est aujourd'hui difficilement supportable, tant ce livre haineux et violemment antisémite exprime une détestation de la démocratie et une fascination pour l'ordre fasciste. Il est toutefois important de rappeler qu'il traduisait l'esprit d'une partie des élites françaises au service de Vichy et de la collaboration.

La France des Trente Glorieuses

Annie ERNAUX, *Les années*, Paris, Gallimard, 2008.

→ *Chronique d'une génération*, ce roman-témoignage suit les souvenirs d'une enfant de la Normandie des années 1950, devenue professeure de lettres et écrivain.

Claire ETCHERELLI, *Élise ou la vraie vie*, Paris, Denoël, 1967.

→ Adapté au cinéma dès 1969, ce roman relate une histoire d'amour entre une étudiante parisienne et un ouvrier algérien, dans le contexte de la guerre d'Algérie et d'une forte xénophobie.

■ Jean GALTIER-BOISSIÈRE,

Mon journal, plusieurs éditions parfois abrégées.

→ Journaliste, éditeur, figure du Quartier Latin, Jean Galtier-Boissière a publié un journal de guerre qu'il prolonge jusqu'à l'aube des années 1950. Il s'agit d'un témoignage passionnant sur le climat de l'épuration et sur les difficultés du retour à la normale.

■ Georges PÉREC, *Les choses*, Paris, Julliard, 1965.

→ Ce roman, Georges Pérec l'avait d'abord intitulé *Une histoire des années soixante*. Il y décrit l'entrée d'un jeune couple citadin et diplômé dans la vie moderne.

■ Christiane ROCHEFORT, *Les petits enfants du siècle*, 1961.

→ Le premier roman qui mette en scène les nouveaux quartiers de banlieue, dont les immeubles neufs accueillent une société encore marquée par la pauvreté.

Les dernières décennies du XX^e siècle

■ Robert BADINTER, *L'abolition*, Paris, Fayard, 2000.

→ *Les souvenirs de celui qui combattit la peine de mort, d'abord en tant qu'avocat, puis en tant que politique et ministre de la Justice.*

■ Stéphane BEAUD, Younes AMRANI « *Pays de malheur !* ». *Un jeune écrit à un sociologue*, Paris, La Découverte, 2005.

→ À travers ce dialogue entre un

sociologue et un étudiant, on prend la mesure des difficultés de la jeunesse d'origine immigrée dans la France de la fin du XX^e siècle.

■ Michelle COTTA, *Cahiers secrets de la Cinquième République*, 4 tomes, Paris, Fayard, 2007-2011.

→ Journaliste particulièrement bien informée, Michelle Cotta propose une plongée au long cours dans les coulisses de la vie politique sous la Cinquième République.

■ Thierry JONQUET, *Ils sont votre épouvante et vous êtes leur crainte*, Paris, Seuil, 2006.

→ Sous la forme d'un polar, cette figure du « roman noir » propose une lecture passionnante et polémique des troubles sociaux des années 2000.

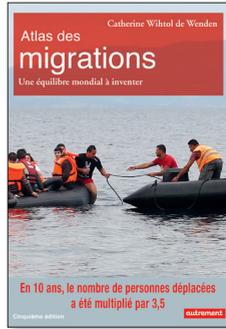
■ Henri LECLERC, *La parole et l'action. Itinéraire d'un avocat militant*, Paris, Fayard, 2017.

→ Les souvenirs d'un avocat parisien, investi dans de nombreuses affaires criminelles et médiatiques, qui fut aussi président de la Ligue des Droits de l'Homme.

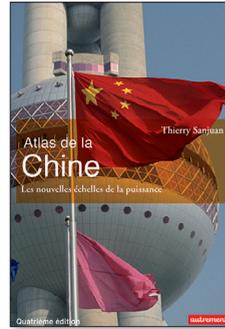
Derniers titres parus dans la collection « Atlas »



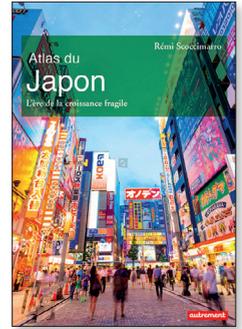
Atlas mondial du tourisme et des loisirs
Du Grand Tour aux voyages low cost
Maria Gravari-Barbas
Sébastien Jacquot



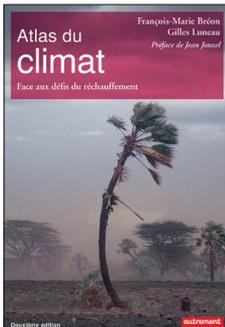
Atlas des migrations
Un équilibre mondial à inventer
Catherine Wiltol de Wenden



Atlas de la Chine
Les nouvelles échelles de la puissance
Thierry Sanjuan



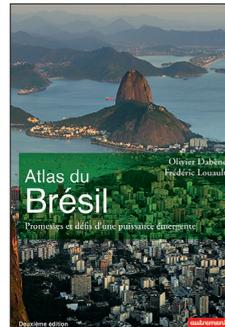
Atlas du Japon
L'ère de la croissance fragile
Rémi Scoccimarro



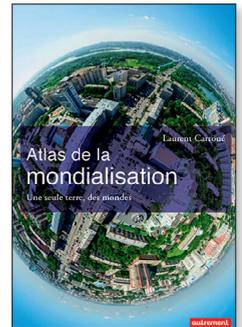
Atlas du climat
Face aux défis du réchauffement
François-Marie Bréon
Gilles Luneau



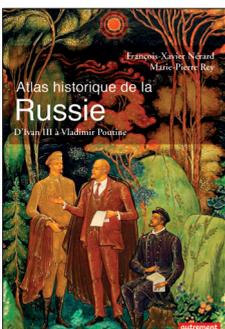
Grand atlas de la France 2018
Toute l'actualité française en 150 cartes
Sous la direction de Frank Tétart



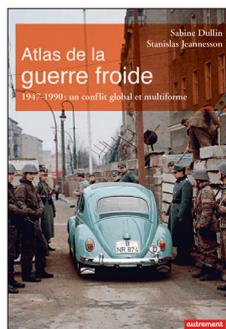
Atlas du Brésil
Promesses et défis d'une puissance émergente
Olivier Dabène
Frédéric Louault



Atlas de la mondialisation
Une seule terre, des mondes
Laurent Carroué



Atlas historique de la Russie
D'Ivan III à Vladimir Poutine
François-Xavier Nérard
Marie-Pierre Rey



Atlas de la guerre froide 1947-1990
Un conflit global et multiforme
Sabine Dullin
Stanislas Jeannesson
Jérémy Tamiatto

Les atlas Autrement sont désormais disponibles en **édition numérique** sur les sites de libraires, pour toutes les marques de tablettes.



Pour l'iPad, un développement original permet d'acheter les contenus au chapitre (de 1,69 à 4,49€ le chapitre), grâce à l'application « Cartothèque des Atlas », à télécharger gratuitement sur l'App Store.

Pour en savoir plus :

www.autrement.com/atlasnumeriques